

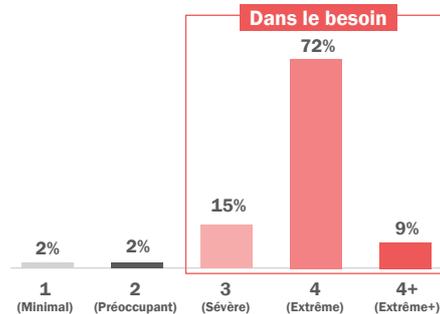
2022 MSNA BULLETIN

RÉSULTATS CLÉS

AOÛT 2022
NIGER, Diffa

CONTEXTE. En l'absence de données multisectorielles comparables au niveau national, la coordination humanitaire au Niger fait face à des défis importants pour la planification stratégique des interventions. Afin de pallier ce manque d'information, REACH a reconduit en 2022 une évaluation des besoins multisectoriels (MSNA) sous l'égide de l'Inter-Cluster Coordination Group (ICCG) dans les quatre régions en crise¹ - Tillabéri, Tahoua, Maradi, Diffa - et Niamey. La collecte de données auprès de 9'189 ménages a permis d'obtenir des résultats statistiquement représentatifs pour les ménages non-déplacés, déplacés internes (PDI), réfugiés et retournés et au niveau national, régional et départemental indifféremment du statut de déplacement². À Diffa, 2'857 ménages (non-déplacés, PDI, réfugiés, retournés) ont été enquêtés, du 20 juin au 08 août 2022.

POURCENTAGE DE MÉNAGES PAR PHASE DE SÉVÉRITÉ :



Minimal: conditions de vie acceptables;
Préoccupant: conditions de vie sous stress;
Sévère: dégradation significative des conditions de vie;
Extrême: effondrement des

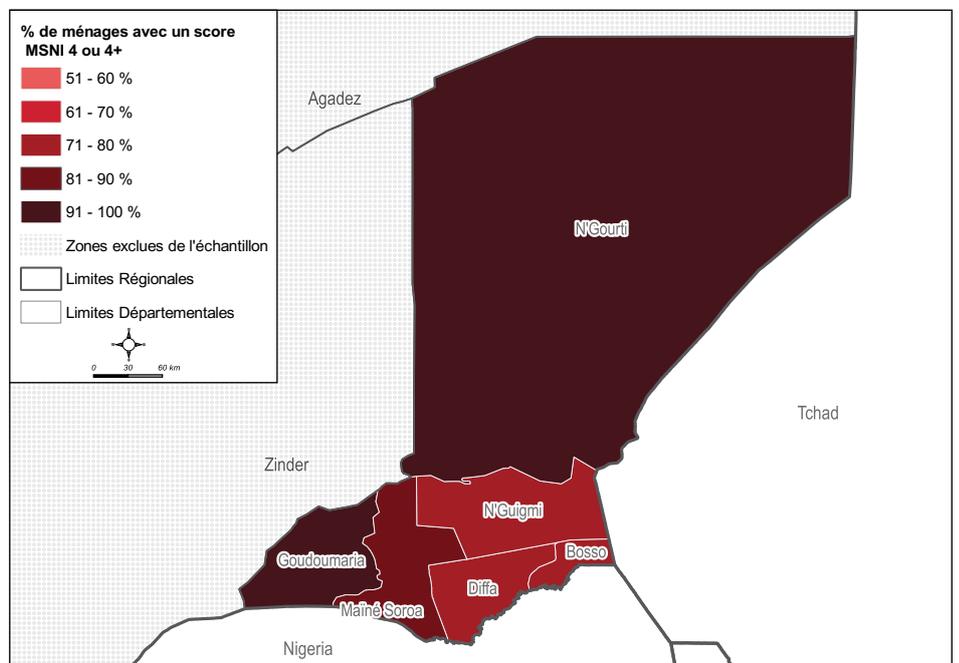
conditions de vie (risque de préjudice important au bien être physique/mental)
Extrême+: effondrement critique des conditions de vie (avec un impact potentiellement mortel).

81%

des ménages ont des besoins non-satisfaits extrêmes ou plus. Cela concerne **98% des ménages PDI, 92% des réfugiés, 90% des retournés et 76% des non-déplacés.**

MÉNAGES DANS LE BESOIN NIVEAU 4 OU 4+ PAR DÉPARTEMENT

Pourcentage de ménages avec un score de sévérité extrême ou très extrême (MSNI de 4 ou 4+) par département :



Plus de trois quart des ménages (76%) présentent des besoins en eau, hygiène et assainissement (EHA). Des besoins extrêmes ou plus (niveau 4) dans ce secteur sont rencontrés par 50% de la population et affectent particulièrement les départements de N'Gourti (95%), et Goudoumaria (82%).

- À N'Gourti, 61% des ménages mettent plus de 30 minutes pour aller, collecter l'eau, et revenir (en comparaison de 16% au niveau régional).
- À N'Gourti, 79% des ménages utilisent une source d'eau de boisson non-améliorée (puit non-protégé), 36% à Goudoumaria, 32% à Maïné Soroa.
- Les principaux problèmes d'accès à l'eau sont le nombre insuffisant de points d'eau, l'éloignement et tarissement.
- À N'gourti, 93% des ménages pratiquent la défécation à l'air libre, 79% à Goudoumaria, 55% à N'Guigmi.

En éducation, abris et biens non alimentaires (ABNA) et sécurité alimentaire (SECAL), près de deux tiers des ménages ont des besoins non-satisfaits (78%, 73% et 61%).

- En éducation, le département de Bosso est le plus affecté : plus de 80% des ménages PDI, réfugiés et retournés ont des besoins non-satisfaits extrêmes. Le faible taux d'inscription des 7 à 12 ans (de 5 à 17% selon les groupes) semblent être le principal facteur.
- En ABNA, 83% des ménages PDI, 75% des réfugiés et 72% des retournés ont des besoins non-satisfaits extrêmes ou plus. Cela semble provenir principalement du type d'abri inadéquat ainsi que des espaces domestiques non-adaptés (e.g. manque d'espace, d'intimité, d'espace de stockage).
- En SECAL, 67% des PDI, 76% des réfugiés et 79% des retournés ont des besoins non-satisfaits.³

¹Pour des résultats plus détaillés, veuillez consulter les [Termes de Référence](#) ainsi que la [base de données analysées](#).

ÉVALUATION MULTISECTORIELLE DES BESOINS (MSNA) - APERÇU GLOBAL

CONTEXTE. Aux trois quarts désertique ou semi-désertique⁴, le territoire nigérien fait face à des contraintes géographiques et climatiques importantes, exacerbées par des épisodes récurrents de sécheresse et d'inondations⁵. Ces facteurs physiques s'associent à un faible indice de développement humain, à un fort taux de pauvreté⁶ et à des faiblesses structurelles en termes de provision des services de base⁷, ce qui participe à expliquer les difficultés que rencontrent une partie de la population pour accéder aux ressources essentielles.

Parallèlement à ces défis, le Niger connaît aussi une dégradation de sa situation sécuritaire depuis 2015, associée à de nombreux facteurs structurels, tels que des vulnérabilités socio-économiques préexistantes, et conjoncturels, tels que des conflits intercommunautaires, une instabilité croissante des pays limitrophes, et l'accroissement des activités des groupes armés non-étatiques (GANEs) dans la région⁸.

Dans la région de Diffa, l'augmentation de la fréquence des inondations ainsi que l'aggravement de la situation sécuritaire⁹ viennent intensifier les mouvements de populations¹⁰ dans une région où la grande majorité des personnes déplacées le sont depuis déjà plus de deux ans. Au total, au 30 septembre 2022¹¹, la région de Diffa comptait 130'023 réfugiés (originaires à 99% du Nigéria et 1% du Tchad) et 149'816 PDI (originaires à 99% de Diffa, et 1% de Maradi ou Tahoua).

L'accessibilité aux populations reste limitée dans certaines localités en raison de la situation sécuritaire délétère, du mauvais état des infrastructures ainsi que de conditions géographiques et physiques difficiles. Cet accès limité est en partie à l'origine du manque d'informations sur la nature et la sévérité des besoins, ne permettant pas une réponse adéquate à la crise humanitaire qui affecte le pays.

Sous l'égide de l'Inter-Cluster Coordination Group (ICCG), REACH a conduit pour la troisième année consécutive une MSNA afin de pouvoir poursuivre l'alimentation du système d'information, et ainsi mieux comprendre la dynamique, la nature et la sévérité des besoins humanitaires au Niger. Cette évaluation vise ainsi à informer la planification humanitaire 2023 au Niger à travers une collecte d'information plus détaillée sur les besoins multisectoriels des populations et une analyse plus fine et robuste.

88% des ménages réfugiés et 80% des PDI à Diffa sont déplacés depuis plus de deux ans.

Près de deux tiers des ménages PDI (68%) et réfugiés (64%), et 83% des ménages retournés souhaitent rester dans leur localité actuelle.

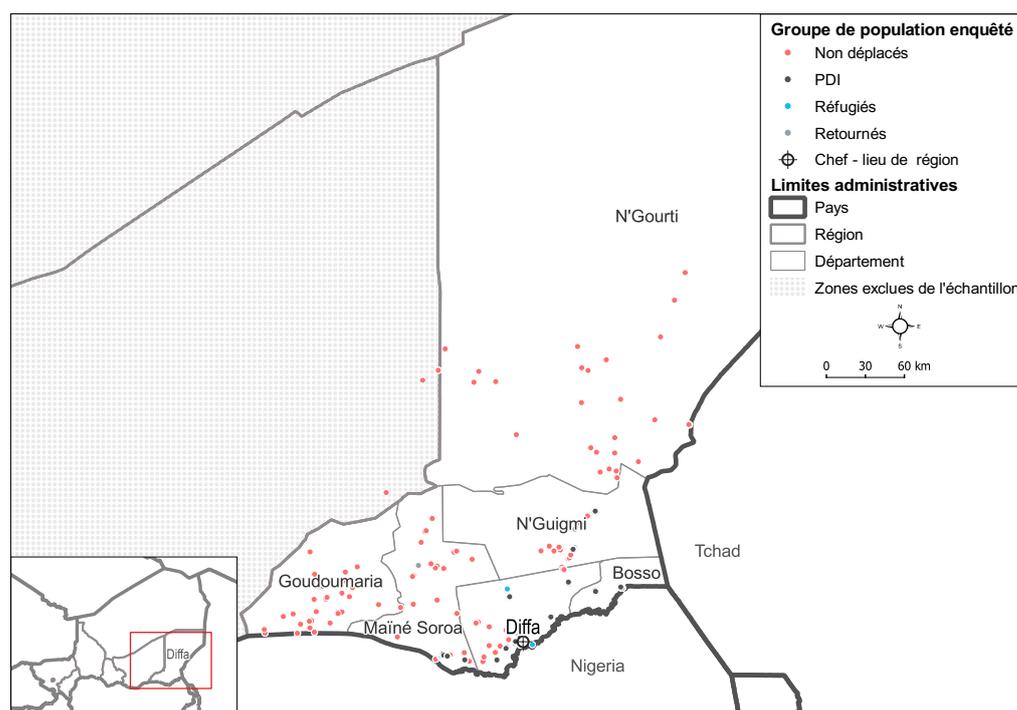
Moins d'un tiers - 30% des ménages PDI, 35% des réfugiés et 16% des retournés - souhaitent retourner dans leur localité d'origine.

CADRE DE L'ÉVALUATION ET COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE

COUVERTURE

géographique par groupes de population enquêtés¹²

Nombre de ménages enquêtés	
Non-déplacés	739
Déplacés internes	583
Réfugiés	573
Retournés	692
Dates de collecte des données : 20 juin - 08 août 2022	



INDICE DES BESOINS MULTISECTORIELS (MSNI) : SÉVÉRITÉ DE LA CRISE

Pourcentage de ménages par phase de sévérité :

Dans le besoin	1 (Minimal)	2%
	2 (Préoccupant)	2%
	3 (Sévère)	15%
	4 (Extrême)	72%
	4+ (Extrême+)	9%

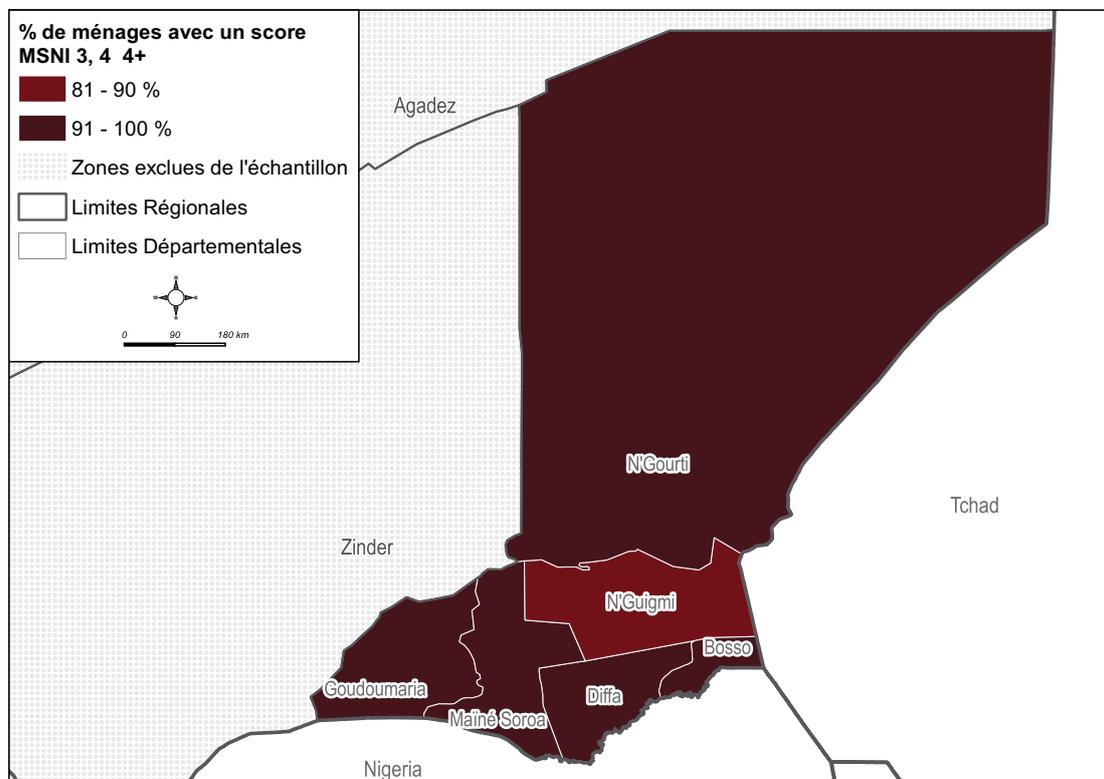
L'indice MSNI est un indicateur composite, conçu pour mesurer la sévérité globale des besoins humanitaires d'un ménage.

Il est basé sur la plus haute sévérité sectorielle identifiée dans chaque ménage et est exprimé sur une échelle de 1 à 4+.

La sévérité sectorielle est déterminée par le calcul d'indicateurs composites propres à chaque secteur. La méthodologie complète du MSNI et de ses composantes sectorielles, en accord avec le guide du cadre analytique de la MSNA REACH, peut être trouvée [ici](#).

MÉNAGES DANS LE BESOIN PAR DÉPARTEMENT

Pourcentage de ménages avec un score de sévérité MSNI supérieur ou égal à 3, par département :



PHASE DE SÉVÉRITÉ MSNI PAR GROUPE DE POPULATION

Pourcentage de ménages par groupe et par phase de sévérité :

	1	2	3	4	4+
Population générale	2%	2%	15%	72%	9%
Non-déplacés	2%	2%	18%	66%	9%
Déplacés internes (PDI)	0%	0%	2%	89%	8%
Réfugiés	0%	0%	8%	87%	5%
Réturnés	0%	1%	9%	85%	6%

À Difa, **96% des ménages sont considérés comme étant dans le besoin** (sévérité 3/4/4+) et 81% font face à des besoins extrêmes ou très extrêmes (4/4+).

Plus de 4 ménages sur 5 parmi les PDI (98%), réfugiés (92%) et retournés (90%) **ont des besoins extrêmes ou très extrêmes**.

Parmi les **non-déplacés, 76% connaissent des besoins extrêmes ou très extrêmes**.

À N'Gourti, 46% des non-déplacés sont confrontés à des **niveaux de sévérité très extrêmes**.

BESOINS HUMANITAIRES ET FACTEURS DÉTERMINANTS

L'ensemble de la population à Diffa est affectée par la crise humanitaire que traverse actuellement le Niger et la proportion de ménages faisant face à des besoins extrêmes est particulièrement importante, avec **81%** de ménages ayant des besoins extrêmes ou très extrêmes. Dans le département de N'gourti, près de la moitié de la population (46%) est dans le niveau le plus extrême de besoins (4+).

59%

des ménages à Diffa pratiquent la **défécation à l'air libre ou utilisent un trou ouvert**. Et **49%** des ménages n'ont pas accès à un dispositif avec savon pour se laver les mains¹³.

34%

des ménages ont rapporté avoir des **problèmes d'accès à du matériel d'hygiène lié aux menstruations**. Les principaux problèmes étant les **coûts** et l'**indisponibilité des produits**.

À Diffa l'ensemble de la population est affectée par l'ampleur de la crise humanitaire. 96% des ménages souffrent de besoins non-satisfaits, et 81% au niveau extrême ou plus. Généralement, **les besoins multisectoriels extrêmes des ménages semblent avoir été déterminés le plus fréquemment par des besoins sectoriels à la fois en éducation, ABNA, EHA et sécurité alimentaire**. Des besoins non-satisfaits dans ces quatre secteurs contribuent à expliquer la majeure proportion des ménages faisant face à des besoins extrêmes (voir tableau ci-dessous).

En éducation, les faibles taux d'inscription semblent expliquer des besoins importants pour la majorité de la population. Le département de N'Gourti enregistre de très faibles taux d'inscription des 7 à 12 ans en école formelle à l'échelle départementale, avec seulement 30% des enfants inscrits. Des taux d'inscription particulièrement bas sont enregistrés à Bosso auprès de la population retournée (5% des filles et 14% des garçons), réfugiée (11% des filles et 8% des garçons) et PDI (17% des filles et 12%) des garçons.

En SECAL, 38% des ménages dépendent du petit commerce/artisanat et 25% du travail journalier non agricole. En outre, 20% des ménages ayant des terres cultivables ont déclaré une diminution de leur superficie par rapport à l'année précédente. Cela s'explique notamment par la saison tardive et courte, le manque de mains d'oeuvre (ou d'argent pour la payer), d'outils et d'intrants.

Généralement, les besoins multisectoriels extrêmes des ménages semblent avoir été déterminés le plus fréquemment par des besoins sectoriels à la fois en ABNA, EHA, SECAL et éducation

À Diffa, 86% des ménages PDI, 84% des réfugiés et 72% des retournés vivent dans un abri inadéquat. En outre, de nombreux ménages (27%) n'ont pas un abri ni des BNA garantissant une protection contre les aléas climatiques, ni leur permettent de se sentir en sécurité (21%).

51%

de femmes par ménages ont **accouché à la maison**, en brousse ou dans la maison de quelqu'un d'autre¹⁴. **11%** d'entre elles en raison de l'**absence de centre de santé à proximité**.

33%

des ménages à Diffa **n'ont accès à aucun service de protection à distance de marche**. 63% des ménages ont au moins un membre sans papiers d'identité valides.

Pourcentage de ménages dans le besoin par secteur humanitaire :

Secteur	Pourcentage
Éducation	78%
EHA	76%
ABNA	73%
Sécurité alimentaire	61%
Santé	43%
Protection ¹⁵	14%

Aide de lecture (ci-dessus): 76% des ménages ont un besoin non-satisfait en EHA, tandis que 78% ont un besoin non-satisfait en éducation.

Aide de lecture (à droite): 40% des ménages PDI dans le besoin (au niveau 4 ou 4+) ont un besoin à la fois en éducation, SECAL, ABNA et EHA.

Combinaisons des besoins sectoriels, par groupe de population, amenant un ménage à être dans le besoin à un niveau extrême ou plus (MSNI 4/4+)

Groupe de population	EHA	Éducation	Nutrition	SECAL	ABNA	Santé	Protection
Population générale (32%)	✓	✓		✓	✓		
Non-déplacés (28%)	✓	✓		✓	✓		
Déplacés internes - PDI (40%)	✓	✓		✓	✓		
Réfugiés (39%)	✓	✓		✓	✓		
Retournés (39%)	✓	✓		✓	✓		

Le tableau ci-dessus montre les **combinaisons les plus communes entre secteurs qui amènent un ménage à être considéré comme étant dans le besoin à un seuil de sévérité extrême ou plus au niveau intersectoriel**.

En l'occurrence, indifféremment du groupe de population, lorsqu'un ménage est considéré dans le besoin au niveau intersectoriel à un seuil de sévérité extrême ou plus, il a, dans la majorité des cas (33%), un besoin en éducation, SECAL, ABNA, et EHA. Autrement dit, **pour 1 ménage sur 3 étant dans le besoin (à un niveau extrême), cela provient notamment d'un besoin combiné en éducation, SECAL, ABNA et EHA. Cela concerne près de la moitié des réfugiés (48%) et plus de la moitié des PDI (56%)**.

La combinaison de besoins en ABNA et EHA amène plus de 83% des ménages PDI et réfugiés, et 63% des non-déplacés, à avoir un besoin multisectoriel extrême. La combinaison de besoins en SECAL et EHA amène 60% des non-déplacés et plus de 84% des PDI et réfugiés à avoir un besoin intersectoriel extrême.

AIDE HUMANITAIRE : PERCEPTION DES POPULATIONS AFFECTÉES

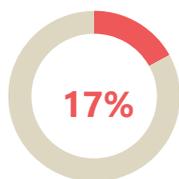
49%

de ménages ont rapporté avoir **reçu de l'aide humanitaire** dans les 12 mois précédant l'évaluation (dont 67% au cours des 3 mois précédant l'évaluation).

6%

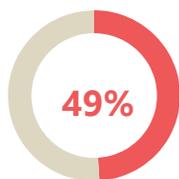
des ménages ont rapporté avoir **été consultés** au cours des 30 jours précédant la collecte, vis-à-vis du **type d'assistance qu'ils aimeraient recevoir**.

Barrières d'accès à l'assistance*



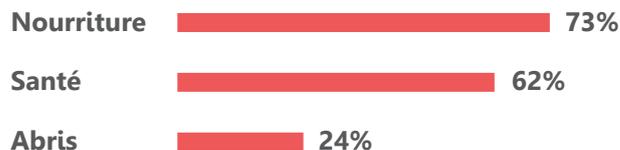
des ménages ont rapporté avoir des **difficultés d'accès à l'assistance humanitaire**. Parmi les principales raisons rapportées étaient notamment le **manque d'information sur les modalités d'assistance** (46%), ainsi que **l'accès compliqué pour les personnes ayant des besoins spécifiques** (personnes âgées, en situation de handicap, malades, etc.) (14%)

Connaissance des mécanismes de gestion des plaintes

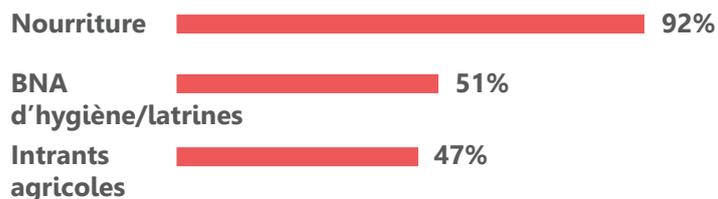


des ménages ont rapporté avoir **connaissance des mécanismes de gestion des plaintes** dans leur localité. Le mécanisme préféré le plus rapporté par les ménages est le **face-à-face avec le travailleur humanitaire**.

Besoins prioritaires rapportés par les ménages non-déplacés*



Besoins prioritaires rapportés par les ménages réfugiés*



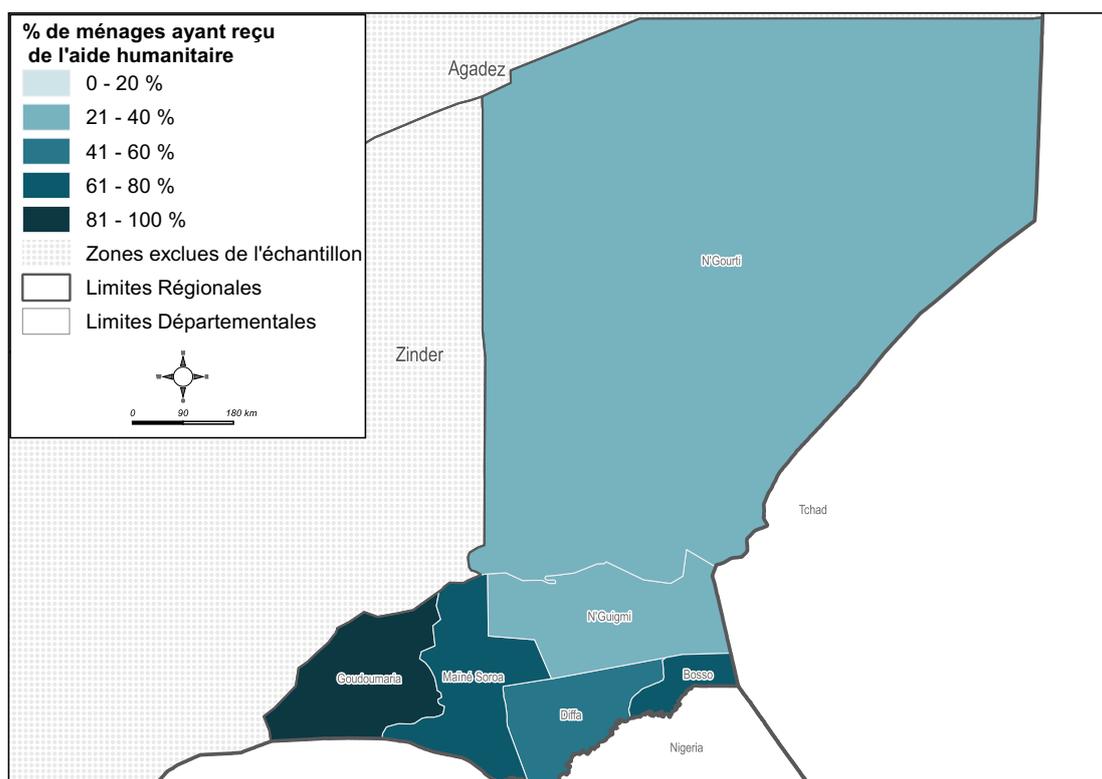
Besoins prioritaires rapportés par les ménages PDI*



Besoins prioritaires rapportés par les ménages retournés*



% de ménages ayant reçu de l'assistance humanitaire au cours des 12 mois précédant la collecte



NOTES DE FIN

PAGE 1

¹ Pour des résultats plus détaillés, veuillez consulter les [TDR ainsi que la base de données analysées](#).

² Il s'agit des quatre régions en crise selon le [Plan de Réponse Humanitaire de 2022 pour le Niger](#)

³ En éducation à Bosso, ce sont 83% des PDI, 85% des réfugiés, 84% des retournés et 48% des non-déplacés qui sont en sévérité 4. En SECAL, cela concerne 57% des non-déplacés.

PAGE 2

⁴ OCHA, Aperçu des besoins humanitaires – Niger, janvier 2020.

⁵ OCHA, Aperçu des besoins humanitaires – Niger, janvier 2021.

⁶ Le Niger est le pays avec l'indice de développement humain le plus faible au monde et son taux de pauvreté multidimensionnel s'élève à 90,5%. PNUD, Rapport sur le développement humain 2020, décembre 2020.

⁷ Le taux de couverture sanitaire s'élève par exemple à 48% sur l'ensemble du pays selon les derniers chiffres officiels datant de 2015. République du Niger, Ministère de la santé publique, Annuaire des statistiques sanitaires du Niger, année 2016.

⁸ OCHA, Aperçu des besoins humanitaires – Niger 2022.

⁹ OCHA, Rapport de situation au 30 octobre 2022 – Niger, novembre 2022.

¹⁰ OCHA, Aperçu des besoins humanitaires – Niger, février 2022.

¹¹ UNHCR Data Portal, consulté le 15 décembre 2022 (dernière mise à jour – 30 septembre 2022).

¹² Les groupes de populations enquêtés ont été définis selon les définitions suivantes, de manière à respecter les standards internationaux en matière de déplacement:

- Population non déplacée: ressortissant.es nigérien.es n'ayant pas eu à se déplacer (contraintes, raisons économiques). Les populations effectuant des déplacements liés à leur mode de vie nomade sont considérées comme « non-déplacées » et incluses dans ce groupe.
- Population déplacée interne: ressortissant.es nigérien.es ayant quitté leur localité d'origine sous la contrainte et résidant actuellement dans une localité d'accueil au Niger. Cette localité peut se situer dans les mêmes commune, département ou région ou dans d'autres communes, départements ou région au Niger.
- Population réfugiée: ressortissant.es non nigérien.nes bénéficiant du statut de réfugiés au Niger.
- Population retournée: ressortissant.es nigérien.nes s'étant déplacé sous la contrainte à l'intérieur ou à l'extérieur de leur pays puis étant retournés dans leur région / département / commune / localité d'origine; ou ressortissant.es

PAGE 4

¹³ Cela correspond aux choix de réponse: Dispositif de lavage des mains ou bouilloire disponible avec de l'eau seulement (ou avec de la cendre ou du sable); Pas de dispositif de lavage des mains ni bouilloire disponible.

¹⁴ 49.6% ont accouché à la maison, 1.2% dans la brousse, 0.3% dans la maison de quelqu'un d'autre.

PAGE 5

* Les répondants pouvaient sélectionner plusieurs choix de réponse. Cela explique que certains pourcentage puissent être supérieurs à 100.

ANNEXE 1 : APPROCHE MÉTHODOLOGIQUE

Pour la MSNA en 2022, une méthodologie d'agrégation simple a été développée, en s'appuyant sur l'approche d'agrégation de l'indice de pauvreté multidimensionnelle (MPI). En utilisant cette méthode, chaque unité (un ménage par exemple) se voit attribuer un score de "privation" en fonction de ses privations dans les indicateurs qui le composent. Le score de privation de chaque ménage est obtenu en calculant le pourcentage des privations subies, de sorte que le score de privation de chaque ménage se situe entre 0 et 100. La méthode repose sur la catégorisation de chaque indicateur sur une échelle binaire : a ("1") / n'a pas ("0") de manque. Le seuil à partir duquel un ménage est considéré comme ayant un manque particulier est déterminé à l'avance pour chaque indicateur. La méthodologie d'agrégation de la MSNA de 2022, décrite ci-dessous, peut être décrite comme "similaire au MPI", et utilise les étapes de l'approche MPI pour déterminer un score de sévérité des besoins, avec l'ajout "d'indicateurs critiques" qui déterminent les scores de sévérité les plus élevés. La section ci-dessous fournit des indications sur la manière de procéder à l'agrégation en utilisant des données au niveau des ménages.

- 1) Identifier les indicateurs qui mesurent les besoins ('manque') pour chaque secteur, en capturant les dimensions clés suivantes : l'accessibilité, la disponibilité, la qualité, l'utilisation et la connaissance. Fixer des seuils binaires: a ("1") / n'a pas ("0") de manque ;
- 2) Identifier les indicateurs critiques qui, à eux seuls, indiquent un manque dans le secteur de manière générale ;
- 3) Une fois les données collectées, identifier les scores individuels des indicateurs (0 ou 1) pour chaque ménage ;
- 4) Calculer le score de sévérité de chaque ménage, sur la base de l'arbre décisionnel suivant (adapté à chaque secteur) ;
 - a. Indicateur(s) "super" critique(s) : peuvent conduire à un 4+ si une situation extrême est constatée pour le ménage ;
 - b. Indicateurs critiques : en utilisant une approche par arbre décisionnel, une classe de sévérité est identifiée sur une échelle discontinue de 1 à 4 (1, 3, 4) en fonction des scores de chacun des indicateurs critiques ;
 - c. Indicateurs non critiques : les scores de tous les indicateurs non critiques sont additionnés et convertis en pourcentage du total possible (par exemple, 3 sur 4 = 75%) pour identifier une classe de sévérité ;
 - d. Le score final de sévérité est obtenu en retenant le score le plus élevé généré par les indicateurs super critiques, critiques ou non critiques, comme indiqué dans la figure 2 ci-dessous ;

Identification des besoins et sévérité par secteur et global exemple



5) Calculer la proportion de la population ayant un score final de sévérité de 3 et plus, par secteur. Avoir un score de sévérité de 3 et plus dans un secteur est considéré comme avoir un manque en terme de condition de vie (Living Standard GAP - LSG) dans ce secteur ;

6) Identifier les ménages qui n'ont pas un manque en terme de condition de vie mais qui ont un manque en terme de capacité (capacity gap - CG);

a. Identifier les scores des indicateurs individuels (0 ou 1) pour les indicateurs CG, parmi les ménages ayant un score de sévérité de 1 ou 2 ;

b. Si un indicateur CG a un score de 1, le ménage est catégorisé comme ayant un CG.

ANNEXE 2 : DÉTERMINATION DES INDICATEURS DE SÉVÉRITÉ SECTORIELS

Pour chaque secteur, la sévérité a été calculé à partir des indicateurs disponibles dans le questionnaire, de sorte à couvrir dans la mesure du possible les différentes dimensions de la satisfaction du besoin : ces indicateurs permettent d'évaluer la situation des ménages au moment de la collecte de données ou dans un intervalle de temps précisé dans le titre (période de rappel d'une semaine, d'un mois ou de trois mois).

Secteur	Indicateurs de privation	Score
Sécurité alimentaire	% de ménages par temps nécessaire pour se rendre au marché le plus proche à pied depuis leur logement	Score
	% de ménages par source principale de revenu au cours des 30 derniers jours	
	Indicateurs critiques	
	Score de consommation alimentaire modéré (entre 21.5 et moins de 35)	3
	Score de l'échelle de la faim dans les ménages modéré (2 ou 3)	
	Score de consommation alimentaire grave (égal ou moins de 21)	4
Score de l'échelle de la faim dans les ménages sévère (4)	4+	
Score de consommation alimentaire grave (égal ou moins de 21) avec la mise en place de stratégie de survie d'urgence		
EHA	Indicateurs de privation	
	% de ménages rapportant des problèmes pour accéder à suffisamment d'eau	Score
	% de ménages rapportant des problèmes d'accès aux infrastructures sanitaires	
	% de ménages confrontés à des problèmes d'assainissement de l'environnement (vivant dans des zones où les déchets solides, les eaux usées et la défécation à l'air libre sont visibles autour de leur logement - 30 mètres ou moins).	3
	% de ménages rapportant utiliser une source d'eau améliorée située entre 31 minutes et 2 heures de marche ou de l'eau de source comme source d'eau principale	
	% de ménages n'ayant pas accès à suffisamment d'eau pour se laver et faire le ménage	4
	% de ménages qui utilisent des infrastructures sanitaires améliorées partagées (chasse d'eau manuelle, latrines à fosse avec dalle et clôture, toilette à fosse VIP) ou utilisent des infrastructures non améliorées (fosse sans dalle, seaux/récipients, sacs plastiques)	
	% de ménages n'ayant pas accès à suffisamment d'eau pour se laver, faire le ménage et cuisiner	4+
	% de ménages rapportant pratiquer la défécation à l'air libre ou utiliser des latrines sans fosse avec clôture	
	% de ménages rapportant utiliser une source d'eau améliorée à plus de 2h de marche ou un puits non protégé comme principale source d'eau de boisson	4+
	% de ménages qui n'ont pas accès à un dispositif de lavage de main et ne se lavent pas les mains	
	% de ménages n'ayant pas accès à suffisamment d'eau pour boire	4+
	% de ménages rapportant utiliser l'eau de surface ou l'eau de pluie comme principale source d'eau de boisson	
Santé	Indicateurs de privation	
	% de ménages avec au moins un individu ayant rapporté un besoin de prise en charge / d'assistance en soins / santé au cours des 3 derniers mois, n'ayant pas été comblé, par barrières rapportées	Score
	% de ménages avec au moins une personne ayant un handicap	
	Indicateurs critiques	
	% de ménages avec au moins un individu ayant rapporté un besoin de prise en charge / d'assistance en soins / santé au cours des 3 derniers mois et n'ayant pas reçu de soins	3
	% de ménages rapportant avoir accès à des soins de santé entre 31 min et 1h de marche	
	% de femmes ayant accouché d'un enfant en vie au cours des deux dernières années dans une maison privée ou en brousse, sans assistance médicale	4
	% de ménages avec au moins un individu ayant rapporté un besoin de prise en charge / d'assistance en soins / santé au cours des 3 derniers mois et n'ayant pas reçu de soins pour un besoin urgent (services VBG, service prénatal, soins d'urgence, consultations pour maladies graves)	
% de ménages rapportant avoir accès à des soins de santé entre 1h et 2h de marche	4+	
% de ménages rapportant avoir accès à des soins de santé à plus de 2h de marche		
ABNA	Indicateurs de privation	
	% de ménages par modalité d'occupation des abris	Score
	% de ménages rapportant avoir accès aux BNA essentiels	
	Indicateurs critiques	
	% de ménages rapportant habiter un abri d'urgence	3
	% de ménages vivant dans un espace domestique, rapportant des problèmes liés à leur espace domestique	
	% de ménages rapportant des problèmes en logements, terres et biens (LTB) (Disputes, perte de documents, problèmes d'héritage)	4
	% de ménages rapportant des dommages importants à leurs habitations (ouvertures, fentes dans le toit, toit non étanche, murs effondrés)	
	% de ménages rapportant habiter dans un bâtiment public, tente traditionnelle, habitat de paille	4+
	% de ménages vivant dans un espace domestique, rapportant ne pas se sentir en sécurité dans leur espace domestique	
% de ménages rapportant des problèmes en logements, terres et biens (LTB), liées à des menaces d'éviction	4+	
% de ménages rapportant des dommages critiques à leurs habitations (fondations endommagées, effondrement de la structure)		
% de ménages ne disposant pas d'abri (à l'air libre)		
Protection	Indicateurs de privation	
	% de ménages disposant d'un adulte ou plus ayant montré des signes de détresse psychologique au cours des 30 derniers jours	Score médian
	% de ménages rapportant qu'au moins un membre n'a pas de papiers d'identité en cours de validité	
	% de ménages selon les types de services de protection disponibles à distance de marche	3
	% de ménages (avec au moins un enfant de moins de 18 ans) disposant d'un enfant ou plus ayant montré des signes de détresse psychologique au cours des 30 derniers jours	
	% de ménages rapportant avoir subi un ou plusieurs incidents de protection (conflits intercommunautaires, dénis de ressources, vols/extorsions de biens, violences psychologiques) au cours des 3 derniers mois	4
	% de ménages avec un enfant mineur vivant hors du ménage pour des raisons de travail ou de mariage	
	% de ménages rapportant avoir subi un ou plusieurs incidents de protection (agressions physiques, mariage forcé, incendie, arrestation arbitraire, menaces) au cours des 3 derniers mois	4+
% de ménages rapportant avoir subi un ou plusieurs incidents de protection (meurtres, enlèvements, enrôlement forcé, incursion/attaques/agressions sexuelles) au cours des 3 derniers mois		
% de ménages avec un enfant mineur vivant hors du ménage pour cause d'enlèvements, détention arbitraire, disparition, séparation lors d'un déplacement ou ayant rejoint un groupe armé		
Education	Indicateurs critiques	
	2 sur 3 enfants (entre 36% et 99%) par ménage en âge scolaire de 7 à 12 ans inscrits dans une école formelle primaire pour l'année scolaire 2021-2022 [parmi le % de ménages avec au moins un enfant de 7 à 12 ans]	3
	2 enfants sur 3 (entre 36% et 99%) par ménage de 7 à 12 ans qui fréquentent régulièrement l'école formelle primaire (au moins 4 jours par semaine) sur l'année scolaire 2021-2022 [parmi le % de ménages avec au moins un enfant en âge scolaire de 7 à 12 ans inscrit dans une école formelle primaire]	
	% de ménages (avec au moins un enfant de 7 à 17 ans) qui font face à des barrières pour l'accès à l'éducation	4
	1 enfant sur 3 (entre 0% et 35%) par ménage en âge scolaire de 7 à 12 ans inscrits dans une école formelle primaire pour l'année scolaire 2021-2022 [parmi le % de ménages avec au moins un enfant de 7 à 12 ans]	
1 enfant sur 3 (entre 0% et 35%) par ménage de 7 à 12 ans qui fréquentent régulièrement l'école formelle primaire (au moins 4 jours par semaine) sur l'année scolaire 2021-2022 [parmi le % de ménages avec au moins un enfant en âge scolaire de 7 à 12 ans inscrit dans une école formelle primaire]		
% de ménages (avec au moins un enfant de 7 à 17 ans) qui font face à des barrières pour l'accès à l'éducation liée au contexte sécuritaire (fermeture des écoles, recrutement par les groupes armés, risques de protection sur le chemin de l'école)		
Vulnérabilité	Indicateurs de privation	
	% de ménages accueillant au moins un ménage déplacé	Score
	Indicateurs critiques	
	% des ménages dont le chef de ménage est un homme de 65 ans et plus	3
% des ménages dont le chef de ménage est une femme	4	
% des ménages dont le chef de ménage a entre 16 et 17 ans	4+	
ETC	Indicateurs de privation	
	% de ménages avec au moins un membre ayant accès à une couverture de réseau mobile	Score

PARTENARIATS

LA MSNA A ÉTÉ CONDUITE AU SEIN DU CADRE INSTITUTIONNEL DE :



Groupe de coordination
inter-cluster (ICCG)

FINANCÉE PAR :



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

AVEC LE SOUTIEN DE :



Méthodologie. Cette enquête a été menée auprès des ménages non-déplacés, PDI, réfugiés et retournés. Les données quantitatives ont été recueillies en personne. La collecte de donnée a eu lieu du 20 juin au 10 août 2022, dans les régions de Tillabéri, Diffa, Tahoua, Maradi et Niamey. A Niamey, uniquement les PDI et réfugiés ont été enquêtés. Certaines localités n'ont pu être enquêtées pour des raisons d'inaccessibilité en raison de l'insécurité notamment. Cela concerne le département de Bankilaré (Tillabéri), ainsi que quelques communes de Diffa et Tillabéri. La liste peut être consultée dans les [TDR](#). Au total, 9189 enquêtes ont été conduites. Un échantillonnage aléatoire par grappes (niveau de confiance de 95% et marge d'erreur de 10%) a été utilisé. Les résultats sont représentatifs, sauf indication contraire, au niveau des groupes de population et par département indifféremment du statut de déplacement. La liste des indicateurs indicatifs peut-être consultée dans la partie "lisez-moi" de la base de données, [ici](#).

À propos de REACH: REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de relèvement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR).